Bulletin œcuménique

MARS 1978 NUMERO 2 PARAIT 8 FOIS PAR ANNEE

interrogation

PAQUES

Croire à la résurrection, cela veut dire que même face à la mort, je puis avoir confiance en Dieu. Croire à la résurrection, cela veut dire qu'il est possible, réellement possible, de vivre là où je suis une vie qualitativement nouvelle, libérée des contraintes de toute "loi", de tout pouvoir autre que Dieu, de tout système idéologique ou religieux. Croire à la résurrection, cela veut dire que je peux être libéré de mon égoïsme, pour m'engager pleinement au service des pauvres. Croire à la résurrection, c'est croire qu'un jour Dieu a eu le dernier mot. A Pâques, Dieu a dit "oui" aux activités et paroles de cet homme dérangeant, un peu bizarre, trouble-fête, anarchiste sur les bords, exorciste, guérisseur, compagnon d'hommes de mauvaise société, de femmes pas très recommandables, cet homme qui ne respectait ni les traditions ni les autorités, nommé Jésus de Nazareth. Il prêchait le règne de Dieu et se permettait au nom de cela de critiquer tous les gens "biens" et de louer les pauvres et les clochards. Un blasphémateur, voilà ce qu'il était, un gêneur dont la société et les "églises" devaient se débarrasser. Ce qui fut fait un certain vendredi.

Le samedi, jour suivant, on put enfin à nouveau respecter le Sabbat en paix. Toute cette histoire était finie, on n'en parlerait plus. D'ailleurs les disciples avaient disparu de la circulation.

Croire à la résurrection, c'est refuser de croire que l'affaire se soit terminée ainsi. C'est un peu fou peut-être. Certainement même. Mais n'est-ce pas cette folie qu'il nous faut pour revitaliser nos communautés, pour affirmer que dans un monde où presque toutes les fenêtres ouvertes sur un avenir meilleur se sont refermées, il est quand même possible de vivre "dans l'Esprit" (Gal 5/I3-26) ? d'espérer ? de servir ? pour affirmer que Dieu, et Dieu seul est le maître, et que nous sommes libres vis-à-vis de tous les autres seigneurs ?

Jacques Matthey

EIRENE
Service chrétien
international pour la paix
Comité suisse
Boîte postale 12, 2013 Colombier
CCP: 23-50 46

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP: 17-77 86

GVOM
Groupe volontaires
outre-mer
Chemin des Cèdres 5
CH-1000 Lausanne 9
CCP: 10-209 68

REFLEXIONS D'UN "SOUS-DEVELOPPE"

"Développé mon frère, j'ai sous les yeux tes comptes-rendus d'activités dans les pays du Tiers-Monde... Que ces documents émanent de gouvernements, d'organismes internationaux, d'églises, tous proclament : "Nous avons construit des barrages, foré des puits, tracé des routes... Nous avons bâti des écoles, nous avons construit des églises... Nous avons bâti des dispensaires et des maternités... Nous avons financé des campagnes d'alphabétisation... Nous avons planté tant de milliers d'arbres, etc..."

Et puis bien sûr, chaque chapitre se termine par l'énoncé des sommes qui ont été consacrées, sommes qui ne sont pour nous que des signes sur le papier. Oui, vous avez fait tout cela. Oui, vous avez enseigné quelque chose... Mais nous avez-vous éduqués ?

Vous nous dites : "Voilà ce que nous vous avons donné; à vous maintenant d'entretenir et de continuer."

Nous vous répondrons : "Entretenir ? Continuer ? Mais avec quoi ? Notre revenu moyen par tête d'habitant ne se situe-t-il pas aux environs de I500 francs CFA * par an ? Avec cela, pouvons-nous vivre et assumer ces charges que vous avez assises sur nos têtes ?..."

Nous éprouvons le besoin du lieu de culte ?... Attendez qu'on vous le dise. Laissez-nous construire selon nos moyens - aidez-nous, mais ne construisez pas pour nous... Vous savez bien même dans votre sagesse d'Européens, que l'on n'aime vraiment que ce que l'on a créé de ses propres mains, que ce pourquoi on a souffert. Nous éprouvons le besoin d'une école ?... Aide-nous à l'édifier, mais ne la construis pas pour nous. Des arbres ?... Vous nous dites que c'est le salut de l'Afrique... Pour nous, nous n'en sommes pas conscients. Aidez-nous à en prendre conscience, mais vous n'y arriverez jamais en les plantant pour nous. Vous avez lancé des coopératives ?... Avez-vous seulement tenté de savoir ce qui existait chez nous en ce sens ?...

Vous nous construisez des maternités, des dispensaires, des routes, des barrages, vous nous forez des puits... C'est merveilleux. Mais l'exemple que vous nous donnez : un dispensaire de 3.000.000, une maternité de 2.000.000, une route de 50.000.000 etc... Est-ce à notre portée simplement pour être entretenu ? Vous partis, car vous partirez ! quel village pourra se payer un tel luxe ?

Vous Européens, vous Américains, nés dans le béton, pâlis sur les statistiques, avides de rendements, vous savez peut-être enseigner les hommes, mais ce que vous ne savez plus, c'est les EDUQUER. Vous considérez ces hommes à l'image de vos propres machines qui, à partir d'un schéma donné, avec une matière première fournie, donnera nécessairement le produit fini désiré. Mais nous, nous sommes encore des paysans... Nous en sommes toujours à essayer de reproduire, autant que faire se peut, le cycle de la nature : si nous semons la graine, nous savons attendre la pousse, puis la tige, la fleur et enfin le particule dans notre champ de mil. Il y faut du travail, bien sûr, mais aussi du soleil, de la pluie et surtout, surtout, il y faut du temps.

Européen, Américain de mon coeur...
Si tu savais seulement nous écouter,
Si tu savais seulement te proposer,
Si tu savais seulement rester à ta place
... Peut-être saurais-tu alors te faire aimer car tu serais désiré.
Mais tu arrives avec "TES IDEES",
Tu prétends nous les imposer,
Tu prends le soin de les réaliser à notre place.
N'est-ce pas urgent ?... Un de tes proverbes n'est-il pas que le temps c'est de l'argent ?...

Tu repartiras chez toi, haï...et tu nous laisseras chez nous plus malheureux parce que plus conscient de notre pauvreté et surtout plus conscient de notre impuissance.

* I50 fr suisses

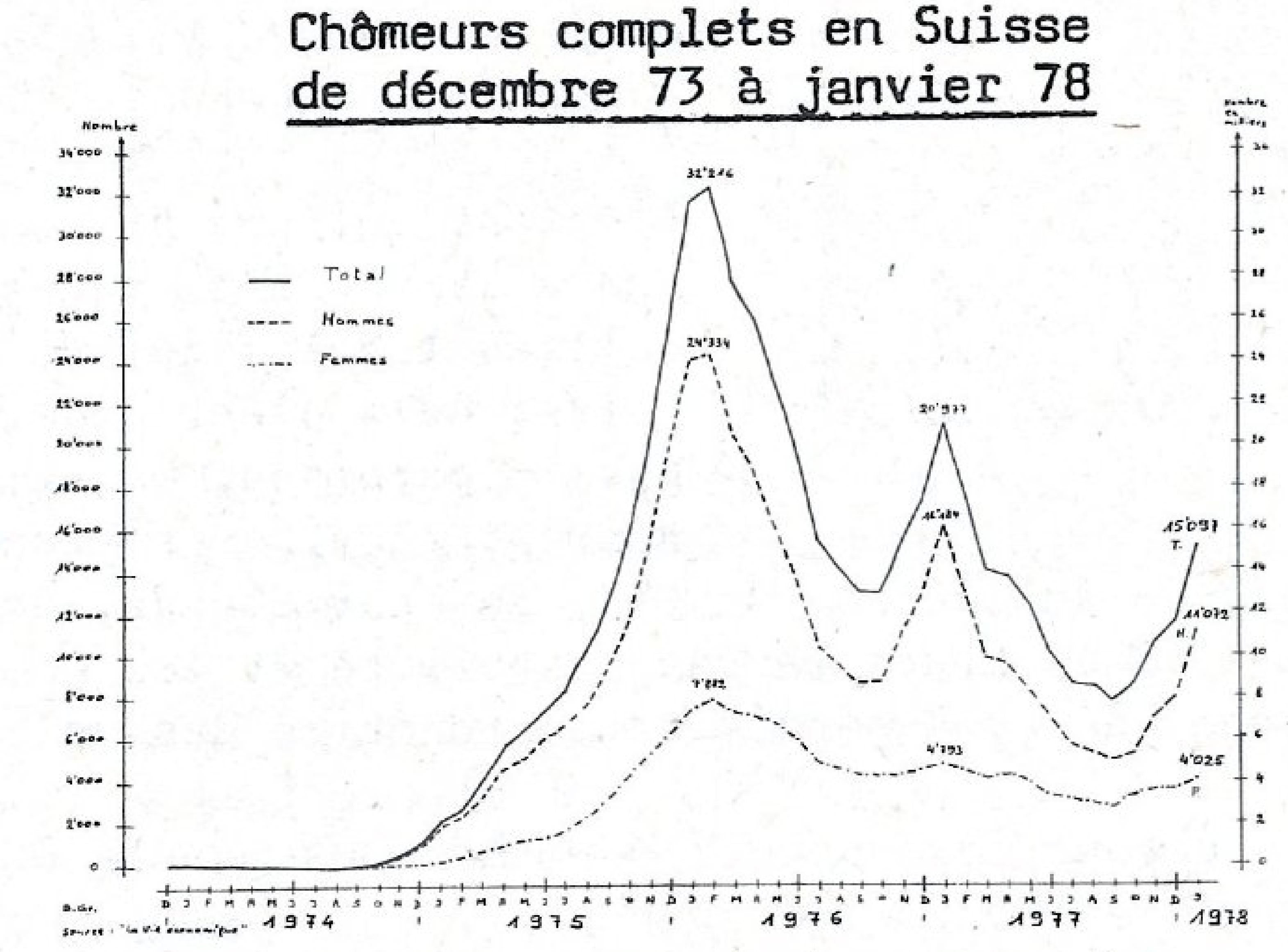
Massa Wolea, Ouagadougou

DES EXPORTATIONS-BOOMERANG

Deux sujets parmi bien d'autres nous offrent l'occasion d'aborder succintement deux aspects de la même crise dans laquelle nous sommes plongés depuis l'automne I973 : le chômage (les hommes) et le nucléaire (l'énergie).

Le chômage : La Suisse a été très longtemps absente des statistiques internationales sur le chômage, dont le taux était "ridiculement" bas (car à part quelques irréductibles ou allergiques au travail...). Mais depuis fin I973, la situation a changé :

Chômeurs complets en Suisse de décembre 73 à janvier 78



Dans le même temps - fin I973 à fin I977 -, le nombre de travailleurs étrangers (établis + à l'année + saisonniers + frontaliers) a passé de 897'420 personnes à 650'225, à savoir 247'I95 départs. Ainsi la diminution de l'emploi a été absorbée aux deux tiers environ par le départ des étrangers et le taux de chômage (I,2 % environ de la population active à fin février I976; 0,5 % à fin janvier I978) a pu se maintenir à un niveau bas par rapport aux principaux pays occidentaux (de 3 à 7 %). Mais si les étrangers étaient restés en Suisse, il aurait fallu les ajouter au nombre de nos chômeurs, ce qui représenterait à fin décembre I977 près de 260.000 chômeurs, c'est-à-dire environ 9 % de la population active ! C'est largement plus que les taux enregistrés chez nos voisins qui, eux, ont dû prendre en charge leurs nationaux que nous employions ! Ce genre d'"exportation" ne sera bientôt plus possible : à nous d'en mesurer les conséquences.

Le nucléaire : Le nucléaire est maitrisé; c'est l'énergie d'avenir nous libérant de la dépendance du pétrole, nous disaient récemment les ingénieurs nucléaires (ils ne disaient pas : pour retomber dans une autre dépendance : celle de l'uranium !). Quant au problème des déchets radioactifs, il peut être considéré comme résolu techniquement (pour autant semble-t-il que vous ne le mettiez pas dans votre frigo ou dans la terre de vos géraniums !) De toute manière, nos déchets nucléaires hautement radioactifs (donc extrêmement dangereux, leur radioactivité durant des milliers d'années) sont expédiés en France dans l'usine de la Hague pour retraitement et stockage.

Mais voilà ! La France nous demande maintenant de rapatrier (après traitement) nos petits déchets, ceci dès fin I979 (ou dix ans plus tard vu le temps nécessaire au refroidissement et à la perte d'une partie de la radioactivité). Or, politiquement et techniquement la Suisse n'est pas prête pour entreposer pendant des milliers d'années ces substances dangereuses. Quant aux coûts de cette opération : I2 millions par an pour Gösgen seulement, selon les estimations du conseiller fédéral W. Ritschard, pas de quoi faire baisser notre facture d'électricité, contrairement à ce que certains nous laissaient entendre ! De plus, aucune région de notre pays ne désire servir de poubelle nucléaire, ce qui fit dire à M. Ritschard (le I5.2.78) que "des dépôts de déchets radioactifs seront à l'avenir installés même contre la volonté de la population et cela grâce à un nouveau droit d'expropriation" (à l'étude dans le cadre d'un projet de loi sur l'énergie atomique). Est-ce dans cette direction que doit aller notre démocratie ? N'est-ce pas mettre un pied dans le totalitarisme ? Au bénéfice de qui ? Est-ce là notre avenir possible ? Non !...

... à moins que débordant d'un civisme généreux vous puissiez embaucher un travailleur étranger au bénéfice d'un permis A (saisonnier) pour inhumer dans votre jardin quelques déchets nucléaires de nos centrales en vertu d'un autre permis A (Atomique, celui-ci). Merci d'avance de prendre ce risque pour vos enfants !

Bernard Grangier



interview - exprès

Vous êtes le président du Groupe de coopération missionnaire en Suisse romande. Pourquoi remplace-t-il, en Romandie, le Conseil Missionnaire Suisse ?

L'enfant qui grandit change d'habit ! L'activité même du CMS a démontré la nécessité de s'adapter. Ce sont les Eglises locales qui doivent assumer leur vocation missionnaire. Cela n'est possible que si les communautés à la base - paroisse, mouvements, groupes, instituts missionnaires, etc ... - s'y engagent résolument. D'où la volonté, lors de la réforme du CMS, de leur donner, dans le cadre de chaque région linguistique, toute la responsabilité et les compétences nécessaires pour réaliser cette tâche, à partir et en fonction des valeurs propres de chacune d'elles.

Quels sont les objectifs recherchés par le GCMSR ?

Dans l'immédiat, nous avons le souci de mieux nous connaître au sein du groupe. Car nous sommes tous d'accord pour que le groupe ne crée pas inutilement de nouvelles tâches, en plus de celles qu'a chacun de ses membres. Mais nous avons, ensemble, à découvrir tout ce qui se vit au sein de nos divers groupes, afin d'en devenir conscients et nous stimuler réciproquement dans l'accomplissement de nos objectifs propres. La mission du groupe s'accomplira, me semble-t-il, par l'exercice de notre complémentarité. Le rassemblement de MISSION ET ROMANDIE (4 novembre 1978, à Genève) sera un lieu où nous pourrons vérifier cet objectif.

D'autre part, le groupe cherchera à mieux informer sur la réalisation de la mission de l'Eglise dans le monde, en coordonnant toutes les activités d'information que ses membres exercent en Suisse romande.

Enfin, il y aura aussi une entraide, un soutien mutuel pour former nos propres membres à leurs tâches d'animateurs.

Quelles sont les perspectives de coopération oecuménique ?

Ayant repris en Romandie les tâches du CMS, nous avons à développer, sur le plan romand, la collaboration qui était vécue jusqu'à ce jour au plan suisse. Le synode missionnaire des Eglises protestantes m'apparaît être l'organisme parallèle au nôtre; notre groupe aura donc, à mon avis, à entrer en contact avec lui, avec ses responsables, et plus particulièrement avec le Département Missionnaire, pour découvrir d'abord ce que nous avons de commun et dégager, ensuite, ce dont nous pourrions témoigner ensemble. Je souhaite que la coopération oecuménique qui est déjà vécue par certains de nos membres, par FSF, par exemple, soit un stimulant pour le groupe entier.

Abbé Denis Clerc

FLASH - FLASH - FLASH - FLASH - FLASH - FLASH

Les Eglises soutiennent les exigences des grévistes boliviens

La Paz (SOEPI) - Les personnes qui ont participé et soutenu la grève de la faim en Bolivie qualifient de victoire pour les droits de l'homme le fait que le président Hugo Banzer ait capitulé devant les demandes des 1383 grévistes de la faim et ait, notamment, accordé une amnistie totale aux prisonniers politiques et exilés.

La grève a été une des conséquences d'une amnistie partielle accordée peu avant Noël à des exilés politiques. Les parents et familles des exilés non compris dans la liste ont entamé alors une grève de la faim dans les bureaux mêmes de l'archevêque de La Paz, non loin du Palais gouvernemental. Leur exemple fut rapidement suivi dans d'autres quartiers de la ville et dans divers endroits de la Bolivie.

La répression amorcée par le gouvernement ne fit qu'intensifier les demandes des grévistes qui exigèrent une amnistie politique sans restriction, le retrait des forces armées occupant les villes minières, le droit d'activités syndicales et la réintégration immédiate de mineurs licenciés. Une suite favorable a été donnée depuis par le gouvernement et une commission se penche actuellement sur les questions en suspens. Des observateurs internationaux ont révélé à leur retour que les Eglises chrétiennes avaient joué un rôle important dans cette lutte. "Pour la première fois dans l'histoire de la Bolivie, et peut-être de l'humanité, nous avons été témoins de ce phénomène quand tant de personnes se sacrifient pour défendre leurs semblables en quête de justice, et liberté et d'emploi", lit-on dans leur déclaration.



● *Le gouvernement helvétique* a demandé, le 12 janvier, au Parlement d'ouvrir un crédit de 375 millions de francs suisses, pendant trente mois, en faveur des pays pauvres. En 1977, la Suisse avait accordé un crédit d'aide au développement de 240 millions de francs suisses pour quatorze mois. Le gouvernement helvétique a indiqué vouloir que l'aide représente 0,25 % du P.N.B. en 1980 contre 0,19 % en 1976 (l'objectif de l'O.C.D.E. étant 0,70 %). Un précédent crédit de 200 millions de francs suisses, destinés à l'Association internationale pour le développement (filiale de la Banque mondiale), avait été rejeté, lors d'un référendum, le 13 juin 1975. — *(A.F.P.)*

Un sondage, effectué par le Comité catholique contre la faim et pour le développement (C.C.F.D.), il y a un peu plus d'un an, montre que, si 84 % des Français interrogés disent ne pas connaître le nouvel ordre économique international, nombreux sont ceux qui en perçoivent le contenu. C'est ainsi que 80 % disent que la faim ne sera vaincue que par d'autres conditions au plan politique, économique et social; 90 % sont contre le gaspillage des ressources de la planète; 76 % sont pour l'organisation de la solidarité entre pays riches et pauvres; 30 % déclarent même qu'ils veulent "faire quelque chose pour que cela change!"

Le Monde 22.2.78

Haïti

● **UNE AIDE DE 1,2 MILLION DE DOLLARS** vient d'être accordée par l'UNICEF aux victimes de la sécheresse en Haïti. Depuis le début de 1977, ce fléau a sévèrement frappé, en particulier, le Nord-Ouest de l'île caraïbe. Environ 225 000 personnes sont touchées. L'an dernier, l'UNICEF avait déjà fourni une première aide. Haïti est le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental. Sept enfants sur dix y souffrent de malnutrition, et seulement 7 % d'entre eux fréquentent l'école primaire ; pour 8 %, la population est analphabète. *Le Monde, 15.2.78*

« Chaque parcelle de cette terre est sacrée pour mon peuple. Chaque aiguille de pin luisante, chaque rive sableuse, chaque lambeau de brume dans les bois sombres, chaque clairière et chaque bourdonnement d'insecte est sacré dans le souvenir et l'expérience de mon peuple. La sève qui coule dans les arbres transporte les souvenirs de l'homme rouge. » *Chef Seattle, 1854.*

\- FLASH - FLASH - FLASH - FLASH - FLASH - FLASH -

● Raoul Follereau est décédé le 6 décembre 1977. Il était l'initiateur de la Journée Mondiale des lépreux, aujourd'hui soutenue par les Nations Unies.

PRIERE POUR L'AN 2000

A quoi servirait à l'homme de gagner l'univers s'il venait à perdre son âme ?
(Matth. XVI-26)

An 2000. Temps de l'épouvante
ou printemps de l'amour ?

Atome :
triomphe de l'homme
ou gibet de l'humanité ?

Seigneur, au secours !

Détenteurs désormais
d'une parcelle de Votre puissance,
nous voici devant Vous,
chétifs, fragiles,
plus misérables que jamais,
honteux de nos consciences rapiécées
et de nos coeurs en lambeaux.

Seigneur, ayez pitié de nous !

Nous avons bâti des églises,
mais notre histoire est une guerre sans fin;
nous avons construit des hôpitaux,
mais nous avons accepté, pour nos frères, la faim.

Pardon, Seigneur, pour la nature piétinée,
pour les forêts assassinées,
les rivières empoisonnées . . .

Pardon pour la bombe atomique,
le travail à la chaîne,
la machine à dévorer l'homme
et les blasphèmes de l'amour.

Nous savons que Vous nous aimez
et qu'à cet amour, nous devons la vie.

Arrachez-nous à l'asphyxie
des coeurs
et des corps.

Que nos jours ne soient plus souillés
par l'envie
et l'ingratitude
par les terribles servitudes
du pouvoir.

Donnez-nous le bonheur d'aimer notre devoir.

Il manque des millions de médecins dans le monde :
inspirez à Vos fils de soigner;

Il manque des millions d'enseignants dans le monde :
inspirez à Vos fils d'enseigner;

La faim torture les trois quarts de la terre :
inspirez à Vos fils de semer;

Les hommes ont fait, depuis cent ans, près de cent guerres :
apprenez à Vos fils à s'aimer.

Car il n'est pas d'amour, Seigneur, sans Votre amour.

Faites que chaque jour,
et la vie entière,
dans le bonheur,
dans la douleur,
nous soyons frères,
frères sans frontières.

Alors nos hôpitaux seront aussi Vos cathédrales
et nos laboratoires,
les témoins de Votre grandeur.

Dans le coeur des anciens proscrits
resplendiront Vos tabernacles;

alors,
n'acceptant d'autres tyrannies
que celle de Votre bonté,
refleurira,
dans la paix et dans la justice,
notre civilisation martyrisée
par la haine, la violence et l'argent.

*

Comme l'aube devient l'aurore,
puis le jour,
veuille Votre Amour
que les enfants de l'An deux mille
naissent dans l'espérance,
grandissent dans la paix,
puis s'éteignent dans la lumière,

Pour Vous retrouver, Vous, la Vie.

Raoul FOLLEREAU

Association Suisse Raoul Follereau, 4 rue Curtat, 1005 Lausanne

Les flux de capitaux de la Suisse vers les pays en voie de développement

Berne (ATS). – Pour 1976, le total des flux de capitaux nets de la Suisse vers les pays en voie de développement a atteint un montant de 3,37 milliards de francs, soit 2,28% du produit national brut. (En 1975, cette somme avait été de 1,8 milliard de francs.) Sur ce total, 281 millions de francs ou 9,3% (année précédente 267 millions de francs) représentent des paiements à des conditions préférentielles.

Cette part des flux nets de capitaux, généralement désignée par l'expression «aide au développement», a atteint 0,19% du produit national brut (1974 : 0,14). En outre, les œuvres d'entraide privées ont acheminé en 1976 86 millions de francs (année précédente 83 millions) vers les pays en voie de développement.

Mais c'est l'économie privée qui a joué le rôle le plus important, en termes quantitatifs, dans ces flux financiers (investissements directs, crédits à l'exportation, emprunts sur le marché des capitaux, etc.), puisque leur montant de 3,01 milliards de francs (année précédente 1,47 milliard de francs) constitue près de 90% du flux de capital net de la Suisse vers les pays en voie de développement.

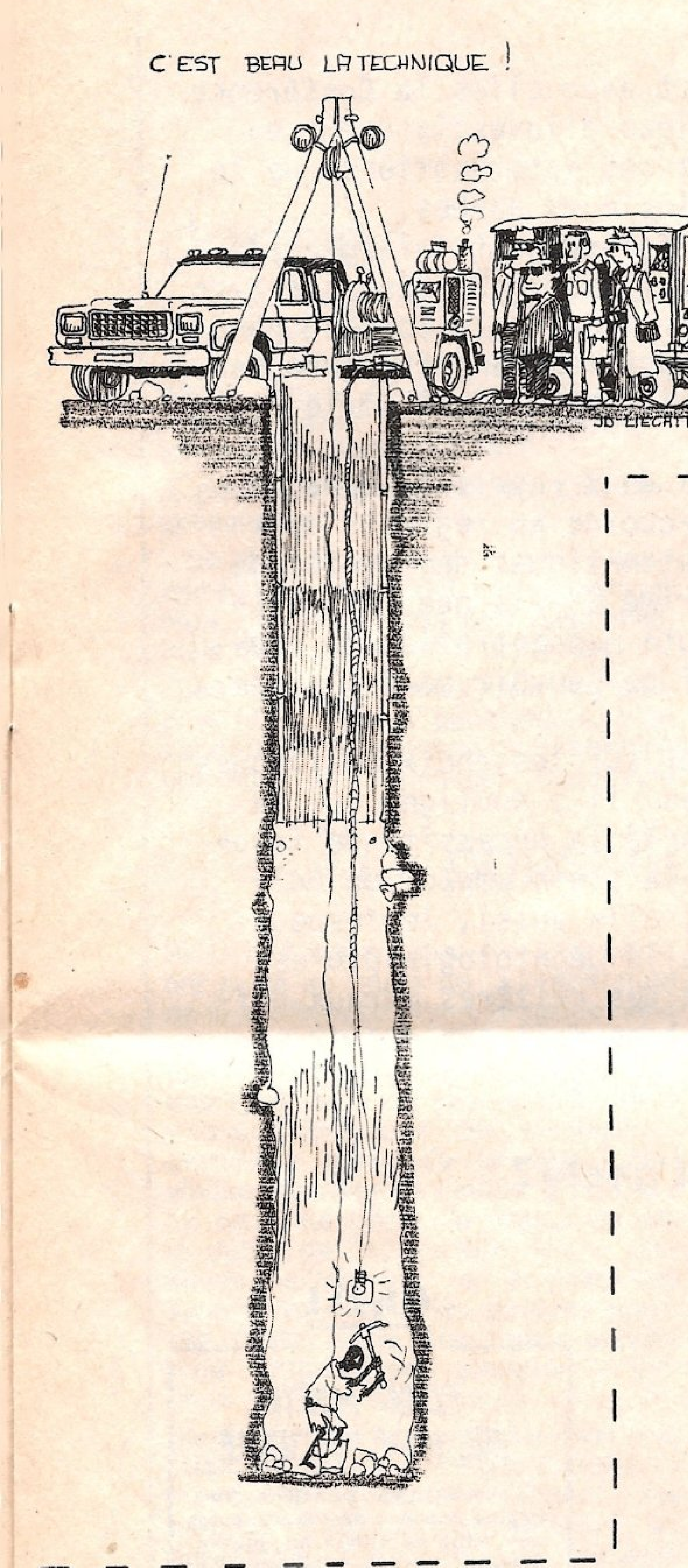
En regard de ces trois catégories, les crédits publics aux conditions du marché ont représenté pour 6 millions de francs d'afflux nets de capitaux (année précédente: 12 millions de francs) sous forme d'amortissements, indique la Société pour le développement de l'économie suisse.

Journal de Genève 18.2.78

« Les machines ont moins de problèmes, j'aimerais être une machine, pas vous ? »
Andy Warhol.

*





Vu à ..... où l'on fait des sondages.

- *Un important matériel entourait le puit : treuil à moteur, groupe électrogène etc... Voiture tout-terrain de luxe...*
- *Mais au fond du puits (55 mètres) le travailleur remplissait un bidon à l'aide d'une pioche.*

Afrique du Sud et apartheid

Assez de paroles

L'Afrique du Sud, un vaste pays qui voit, depuis de longues années, ses propres enfants n'être plus maîtres chez eux. Un pays qui abonde en matières premières de luxe (or et diamants en particulier) et qui est exploité par une minorité blanche. Cette minorité, 16% de la population, occupe une zone représentant les 87% du territoire. Alors que la majorité noire, 70% de la population, est casée (même, a été déportée) dans neuf zones représentant au total 13% du pays. Par leur politique du «développement séparé» ou «apartheid», les Blancs maintiennent leur domination sur ce pays. Ces millions de Noirs sont devenus étrangers, émigrés dans leur propre pays; ils sont humiliés et exploités. Pouvons-nous accepter une telle réalité en 1978?

Des paroles, toujours des paroles...
A la suite des événements de l'automne dernier: assassinat en prison de Steve Biko, dirigeant du mouvement «Conscience noire», interdiction de dix-sept organisations africaines, de l'Institut chrétien (blanc), de deux journaux, les pays occidentaux ont donné de la voix. Ils ont décidé un boycott des armements envers l'Afrique du Sud, mais ont refusé un boycott économique, qui seul aurait pu être efficace pour fléchir la politique de ce pays. Mais voilà, beaucoup trop d'intérêts sont en jeu. La Suisse est particulièrement concernée dans ce domaine, l'Afrique du Sud étant le premier client africain de notre pays.

Pour oser agir!
En réalité, seule une pression populaire dictera à notre gouvernement une plus grande cohésion entre ses paroles et ses actes. En effet, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, ce sont surtout les milieux économiques qui font foi et loi.

Plusieurs organisations ont décidé de réagir fermement dans le cadre d'une campagne «anti-outspan». Parmi celles-ci, le Mouvement anti-apartheid, les Magasins du monde et la Déclaration de Berne. Le moyen qu'elles nous proposent en ce début d'année est une pétition adressée au Conseil fédéral dont voici le texte:

Considérant que:

1. la République d'Afrique du Sud, par sa politique d'apartheid et par une répression féroce, est un des Etats qui violent le plus ouvertement et le plus délibérément les droits de l'homme;
2. les firmes qui investissent en Afrique du Sud ne font que renforcer ce régime, comme le dénoncent les Nations Unies et les mouvements d'opposition sud-africains eux-mêmes;
3. ces investissements, encouragés par les bas salaires des Noirs sud-africains, sont source de profit pour la minorité blanche et pour les investisseurs occidentaux;
4. les facilités que la Suisse accorde aux investisseurs en Afrique du Sud privilégient ces investissements,

les soussignés demandent au Conseil fédéral et au Parlement de prendre les mesures suivantes:

- **supprimer les réductions d'impôts** sur les investissements privés suisses en Afrique du Sud (dénonciation de la Convention sur la double imposition avec l'Afrique du Sud);
- **ne plus accorder de garantie fédérale** pour des crédits au régime d'apartheid (fin des garanties contre les risques à l'exportation);
- **empêcher la propagande** pour l'émigration suisse en Afrique du Sud (application de la loi de 1888 interdisant toute propagande en faveur de l'émigration).

Notre Mouvement, lors de son Conseil du 5 novembre dernier, a accepté de soutenir cette pétition comme moyen concret d'aider le peuple d'Afrique du Sud pour sa libération. Informez-vous, signez et faites signer cette pétition.

Gilbert Annen.

Le Monde du travail 10.2.78

"Mes jeunes gens ne travailleront jamais. Les hommes qui travaillent ne peuvent rêver. Et la sagesse nous vient des rêves.

Smohalla, fondateur de la religion des rêveurs.

La morale des banques et celle des églises

Bruxelles (SOEPI) - Les Eglises protestantes de Belgique, et avec elles la Conférence épiscopale, interpellent les banques belges sur leur politique d'investissement en Afrique du Sud. Elles prennent ainsi publiquement le relais des interventions que le Conseil oecuménique des Eglises fait dans ce sens depuis plusieurs années.
Au cours d'une conférence de presse, des représentants des églises ont informé l'opinion publique sur les résultats des entretiens qu'ils avaient eus le 23 décembre avec le professeur Albert Coppé, président du Conseil d'administration de la Société générale de Banque. Cette banque est la composante belge du consortium bancaire européen EBIC (European Banks International Company), principal organisateur d'une série de prêts à l'Afrique du Sud.
L'entretien avec la Société générale avait été sollicité, à deux reprises, dans le but de persuader la banque de renoncer au soutien qu'elle accorde au régime d'apartheid. La délégation devait insister sur les violations systématiques des droits de l'homme découlant de la politique d'apartheid et avait exprimé l'avis que les chrétiens ont le devoir d'être particulièrement attentifs à toute concentration de pouvoir, qu'il soit financier ou autre, et davantage encore si ce pouvoir va à l'encontre de la dignité humaine.
M. Coppé rejeta comme inadmissible toute tentative d'influer sur les choix politiques d'une banque par des groupes de pression, fussent-ils belges. Il a souligné que sa banque ne contrevenait pas à la législation belge et a rappelé la nécessité de favoriser la politique belge d'exportation afin de sauvegarder le plein emploi en Belgique. Assurant ses interlocuteurs que la "Générale" avait, elle aussi, le respect de certaines valeurs morales et suivait en matière bancaire la déontologie professionnelle, M. Coppé a cependant affirmé que les banques ont des critères moraux différents des autres. Leur morale s'en tient à l'individuel et ne fait pas entrer en ligne de compte les situations collectives, un point que la délégation a rejeté.
L'entretien se solda par une fin de non-recevoir.

Tiers monde: la Suisse fait un geste — quel geste?

Sept pays parmi les plus démunis de la terre – Bangladesh, Cameroun, Inde, Indonésie, Kenya, Népal, Pakistan – bénéficieront d'une remise de dette de la part de la Suisse, d'un montant de 179,2 millions de francs. Ainsi en ont décidé les Chambres fédérales. La Suisse, créancière magnanime?

Elle faisait mauvaise figure, la Suisse, à Paris, à la Conférence sur la coopération économique internationale. Les pauvres avaient demandé aux riches de porter leur aide à 0,7% du produit national brut. Seule parmi les riches, la Suisse refusa (elle aurait dû quadrupler son effort). Oui, la Suisse, dont le quart des exportations va vers le tiers monde! La Suisse, qui est le premier vendeur au tiers monde (pour 1450 fr. par tête d'habitant, en 1976)! La Suisse, qui vient en queue de liste, avec l'Italie, l'Autriche et la Finlande, pour ce qui est de son aide publique aux pays sous-développés (45 fr. par tête d'habitant)!

Quand les pays du Marché commun proposèrent une action spéciale d'un montant d'un milliard de dollars sous forme de nouveaux crédits ou de transformation de crédits en dons, la Suisse s'empressa de donner son accord. L'occasion était trop belle de se racheter, sans que cela provoque des dépenses supplémentaires. La part de la Suisse fut fixée à 26 millions de dollars. Le projet approuvé par le Parlement parle de 67,4 millions de francs (valeur actuelle de la dette) ou 179,2 millions de francs (valeur de la dette arrivée à échéance).

Lors du débat au Conseil national, il y eut quelques grimaces:

- **à gauche, le socialiste bernois Andreas Blum insista sur le fait que cette aide n'atténue en rien les causes du déséquilibre économique mondial, qu'elle ne représente qu'une goutte d'eau si l'on se souvient que l'endettement global des pays pauvres atteint 250 milliards. Le syndicaliste zurichois Walter Renschler exprima sa déception quant à l'esprit de cette aide. Elle ne vise pas leur développement harmonieux, mais la conservation de leur pouvoir d'achat dans notre propre intérêt, affirma-t-il.**
- **à l'extrême droite, un républicain argovien souligna «l'indignité des pays en question à recevoir l'aide de la Suisse». Ils furent six, ceux qui, comme ce député, rejetèrent carrément le projet en question.**

S. T.

15 décembre 1977 VPOD.

Chili

EXXON ACHÈTE UNE MINE DE CUIVRE

La compagnie pétrolière américaine Exxon a décidé d'acheter une mine de cuivre au gouvernement chilien, annonce le « Washington Post » du 25 janvier. L'investissement, d'un montant de 107 millions de dollars, est le plus important effectué par une société américaine depuis le coup d'Etat de 1973. Il porte sur la mine de La Disputada, propriété française jusqu'à la nationalisation, en 1971. Exxon aurait l'intention de porter cette entreprise de moyenne importance au niveau de production des plus grandes mines chiliennes. Le gouvernement Pinochet, qui s'est attaché à démanteler le secteur public chilien, avait néanmoins assuré que les grandes mines de cuivre ne seraient pas restituées aux intérêts privés.

Le Monde, 27.1.78

Tiré des *«dossiers»* **Faim et Développement** (novembre 1977)

philippe farine

dossier

Alerte au désert

« **Une seule Terre** » : tel était, l'on s'en souvient, tout à la fois la devise et le thème central de la Conférence des Nations Unies sur **l'environnement** tenue à Stockholm en 1972.

A partir de là une double prise de conscience :

- les ressources de la planète sont limitées et de ce fait non seulement elles ne doivent pas être gaspillées, mais elles doivent être préservées ;
- leur usage intéresse tous les peuples et toutes les générations, d'où l'apparition de la notion de patrimoine commun de l'humanité (explicitée ultérieurement au cours de la Conférence sur le Droit de la Mer).

Depuis Stockholm, toute une série de conférences se sont ainsi tenues sous l'égide des Nations Unies pour développer en quelque sorte ces prises de conscience en explorant un certain nombre de domaines précis qui tous recouvraient des « problèmes communs » à l'ensemble de l'humanité.

Ce furent ainsi l'alimentation à Rome, la population à Bucarest, le logement à Vancouver, l'eau à Mar del Plata... et ce fut, du 29 août au 13 septembre 1977 à Nairobi, **la « désertification ».**

la poussée du désert

Si le mot est nouveau — il a même été forgé au cours de la préparation de la conférence (1) —, le phénomène est ancien... et tout au long de l'Histoire les exemples abondent de sites que l'homme a dû abandonner après y avoir développé des civilisations évoluées : ainsi, de la côte péruvienne aux rives de l'Indus, du Sahara au cœur de l'Asie centrale... Depuis le début de l'agriculture, il y a plusieurs millénaires, la somme des superficies cultivables perdues pourrait égaler celle des terres aujourd'hui cultivées, soit quelques 14 millions de kilomètres carrés.

Mais voici que **le processus s'est brutalement accéléré.** Partout dans le monde les déserts s'étendent, des plaques désertiques apparaissent, au cœur même des forêts, des pâturages et des champs. En quelques décennies la végétation et la vie ont disparu sur plus de 8 millions et demi de kilomètres carrés : plus de quinze fois la France. En un demi-siècle, sur la frontière sud du Sahara, 650 000 km^2 sont devenus improductifs, soit l'équivalent de la France et du Portugal réunis. Selon la F.A.O., l'avance annuelle du désert dans le Sud saharien atteindrait de 1,5 à 10 km.

Au rythme actuel, déclarait Kurt Waldheim, « dans moins de cinquante ans, la progression du désert risque de rayer totalement de la carte trois ou quatre pays d'Afrique ». Si l'on se place au niveau planétaire, **le péril**, selon les experts qui ont préparé la Conférence de Nairobi, **menace 45 millions de kilomètres carrés, soit 30 % des terres émergées.** Sur ces terres vivent **600 millions d'habitants** et paissent plus de la moitié des trois milliards de têtes de bétail que compte la planète.

Il suffit de considérer ces chiffres pour comprendre que les pays industriels — qui ont généralement la chance d'être situés en zone tempérée — auraient tort de croire qu'après tout la désertification, comme la surpopulation, la sous-alimentation... c'est l'affaire des pauvres et qu'eux, les riches, ne sont que très indirectement concernés. Bien au contraire, par son ampleur, par son caractère généralisé, par son accélération, non seulement la désertification affame littéralement certains peuples, mais encore elle menace tout l'équilibre économique mondial.

En effet, pour couvrir les besoins mondiaux, la production des céréales devrait croître d'un bon tiers entre 1970 et 1985. Or la moitié précisément de la production mondiale de céréales provient de ces zones semi-arides sur lesquelles pèse la menace de la désertification. Parallèlement, dans les zones tempérées, la production agricole a tendance à stagner, « les champs reculent devant l'inexorable poussée de l'asphalte et du béton... **Si les tendances actuelles se poursuivent d'ici à l'an 2000, la désertification, le déboisement et la poussée industrielle et urbaine conjugués dévoreront le tiers des terres encore cultivables.** La pénurie (2) alimentaire est une menace autrement plus vitale que la crise de l'énergie ».

Il apparaît dès lors clairement que la lutte contre la désertification n'est pas l'affaire des autres, mais bien l'affaire de tous. Nous nous trouvons là devant l'un de ces problèmes d'intérêt commun dont la solution concerne l'ensemble des peuples et appelle donc une prise de conscience et une action se situant à l'échelle internationale.

pas de "fatalité"

C'est la catastrophe du Sahel qui a eu le « mérite » de déclencher un processus pouvant conduire à l'une et l'autre : c'est en effet sous le coup de ses conséquences que les Nations Unies convoquent en 1974 la Conférence de Nairobi dont chacun s'accorde à dire que la préparation et les débats furent d'une très grande qualité technique. Non seulement on connaît maintenant les données du problème, mais on sait ce qu'il faut faire. Le fera-t-on ? C'est ici qu'intervient une fois de plus la nécessaire volonté politique et, conjointement, la mise à la disposition des moyens financiers nécessaires...

Pourquoi cette progression du désert?

Peut-on la stopper ou, tout au moins, la freiner sensiblement ?

Pour certains, comme le savant américain Meid Bryson, professeur de climatologie à l'université de Wisconsin, auteur de prévisions catastrophiques publiées en mai 1977 par la C.I.A. (Central Intelligence Agency), c'est la détérioration des climats, en train de se dégrader globalement, qui serait à l'origine de l'extension des déserts. Selon cette thèse, cette tendance se poursuivrait pendant plusieurs décennies. De nombreux climatologistes ne partagent pas cette position, qui est minoritaire. Pour sa part, dès juin 1977, l'Organisation météorologique mondiale (O.M.M.) publiait un rapport mettant en garde contre toute extrapolation dans l'avenir des variations climatiques d'un passé ancien ou récent.

(1) *Du mot « désertification » la Conférence propose la définition suivante :* « tout processus dynamique, généralement dû à l'homme, qui contribue à la diminution ou à la destruction du potentiel biologique de la terre ».

(2) *Jacqueline Giraud, L'Express, 28 août 1977.*

Les travaux de la quasi totalité des experts qui ont préparé la Conférence de Nairobi permettent d'écarter comme « explication » le trop facile recours à la fatalité. « De 1910 à 1915, le Sahel a connu une sécheresse plus intense que la dernière, sans avoir subi les mêmes ravages... Ce qui a changé, ce n'est pas le climat, mais le mode d'exploitation de régions qui ont toujours été fragiles. »

Pendant des siècles, l'homme a su s'intégrer à son environnement, s'y adapter. Puis **il y a eu rupture qui très souvent se relie à l'apparition du système colonial.** « D'une économie basée sur l'échange, écrit Michel Chevalet (3), des pays ont basculé dans une économie de marché. La population a été déplacée, des zones en friche ont été mises en culture, quand on n'a pas massacré des forêts... Bien souvent les méthodes de culture modernes furent inadaptées comme la technique de labourage profond ou la monoculture sans respect de la jachère (le Sénégal en a fait une cuisante expérience avec l'arachide). Résultat : à la forêt succéda la steppe, à la steppe la culture et aux cultures le sol nu que le vent et les pluies ont arraché de façon irréversible. Le désert avance. En fait, c'est l'homme qui l'a tiré à lui. »

A quoi il faut ajouter une **pression démographique croissante**, entraînant une exploitation intensive — trop intensive — du sol : l'homme demande à celui-ci plus qu'il ne peut donner. Il l'exploite tant qu'il l'épuise. « En voulant tirer toujours davantage de la terre, pour augmenter ses gains, écrit Françoise Hubscher, l'homme finit par la stériliser, de manière parfois irréversible... Irrigation mal contrôlée, surpâturage et déboisement excessif, cultures trop intensives sont autant d'actions qui portent en elles le germe de la désertification (4). »

l'eau et le sel

Des exemples ?

En ce qui concerne les conséquences de l'irrigation incontrôlée, **l'exemple de l'Irak est édifiant.** Ce pays connaît le rendement à l'hectare le plus faible du monde, et cependant il fut autrefois, du temps où il était la Mésopotamie, une riche terre agricole dont Hérodote vantait la qualité du réseau d'irrigation. Aujourd'hui, 20 à 30 % du sol sont stérilisés par le **sel.**

(3) *La Croix, 28 août 1977.*
(4) *Françoise Hubscher, Jeune Afrique, 16 septembre 1977.*

Tout ceci par suite d'une insuffisance de drainage. L'eau s'est infiltrée dans le sous-sol, le niveau des eaux souterraines saumâtres a monté et a atteint la racine des plantes, entraînant le dépérissement de celles-ci. Puis cette eau salée a monté par capillarité et a atteint la surface où elle s'est évaporée en laissant une mince couche de sel. Au fil des siècles une couche de sel de 10 mètres d'épaisseur a couvert certaines régions du bassin du Tigre et de l'Euphrate.

La leçon n'a semble-t-il pas servi. Aujourd'hui encore, malgré le progrès des techniques d'irrigation et des connaissances hydrologiques, **au moins trente pour cent des terres irriguées dans le monde sont menacées par le sel** parce que dans trop de pays l'on s'est lancé à la hâte dans une irrigation intensive, sans mettre en même temps en place un réseau de drainage. Or il est reconnu qu'**un bon réseau d'irrigation exige l'élimination de l'excès d'eau** (l'eau d'irrigation non utilisée par les plantes s'évapore en partie et voit sa concentration en sel augmenter... quand le surplus s'infiltrera, il salera la nappe phréatique qui deviendra saumâtre), **donc un drainage profond.**

Ajoutons qu'il ne suffit pas d'établir ce double réseau d'irrigation et de drainage. Encore **faut-il l'entretenir correctement.** Un nouvel **exemple irakien** — moderne celui-là — le rappelle.

En 1953, dans la plaine de l'Euphrate, on met en place un réseau de 710 km de canaux d'irrigation, accompagné — en vue d'éviter la salinisation — d'un réseau de drainage de 1 710 km. Coût : 15 millions de dollars. Deux erreurs sont commises : le raccordement des champs au réseau de drainage est laissé à l'initiative des agriculteurs. Or ceux-ci, dans cette région jusqu'alors déserte, sont des immigrants analphabètes dont la plupart n'avait jamais travaillé la terre et dont aucun n'avait pratiqué la culture irriguée, et rien n'avait été prévu pour les former. Deuxième erreur : aucun crédit n'avait été non plus prévu pour l'entretien du réseau. Résultat : en moins de dix ans dégradation des canaux... et un sol déjà fortement salé. Il a fallu tout remettre en état. Coût : 10 millions de dollars. Mais le problème fondamental demeure : la formation des hommes.

En présentant à Nairobi ce courageux rapport analysant sans complaisance une expérience malheureuse, le gouvernement irakien a rendu un grand service aux gouvernements du Sahel qui ont élaboré tout un programme de barrages sur les fleuves Niger et Sénégal en attirant ainsi leur attention sur quelques points essentiels.

Mais à dire vrai, ce sont tous les gouvernements engagés dans un effort d'irrigation qui devraient en méditer les leçons. En effet, selon les experts réunis à Nairobi, la superficie des terres irriguées tuées par le sel équivaudrait chaque année à celle des nouvelles terres mises en irrigation. On voit donc combien un effort rigoureux dans ce domaine peut être « payant » !

surpâturage

Même rigueur à apporter dans la lutte contre le **surpâturage. Ici l'exemple du Niger est significatif.** Avant la colonisation, les Touaregs contrôlaient le déplacement des troupeaux et l'usage des points d'eau. L'armée française, ayant maté leur résistance, enleva tout pouvoir à leurs chefferies. Dès lors ils ne purent empêcher ni l'arrivée des Peuls et de leurs bovins ni la poussée des populations du Sud qui poussent leurs champs vers le nord chaque fois que les pluies étaient plus abondantes que de coutume et, pratiquant la culture sur brûlis, défrichent ainsi de plus en plus loin des sols trop fragiles pour la culture.

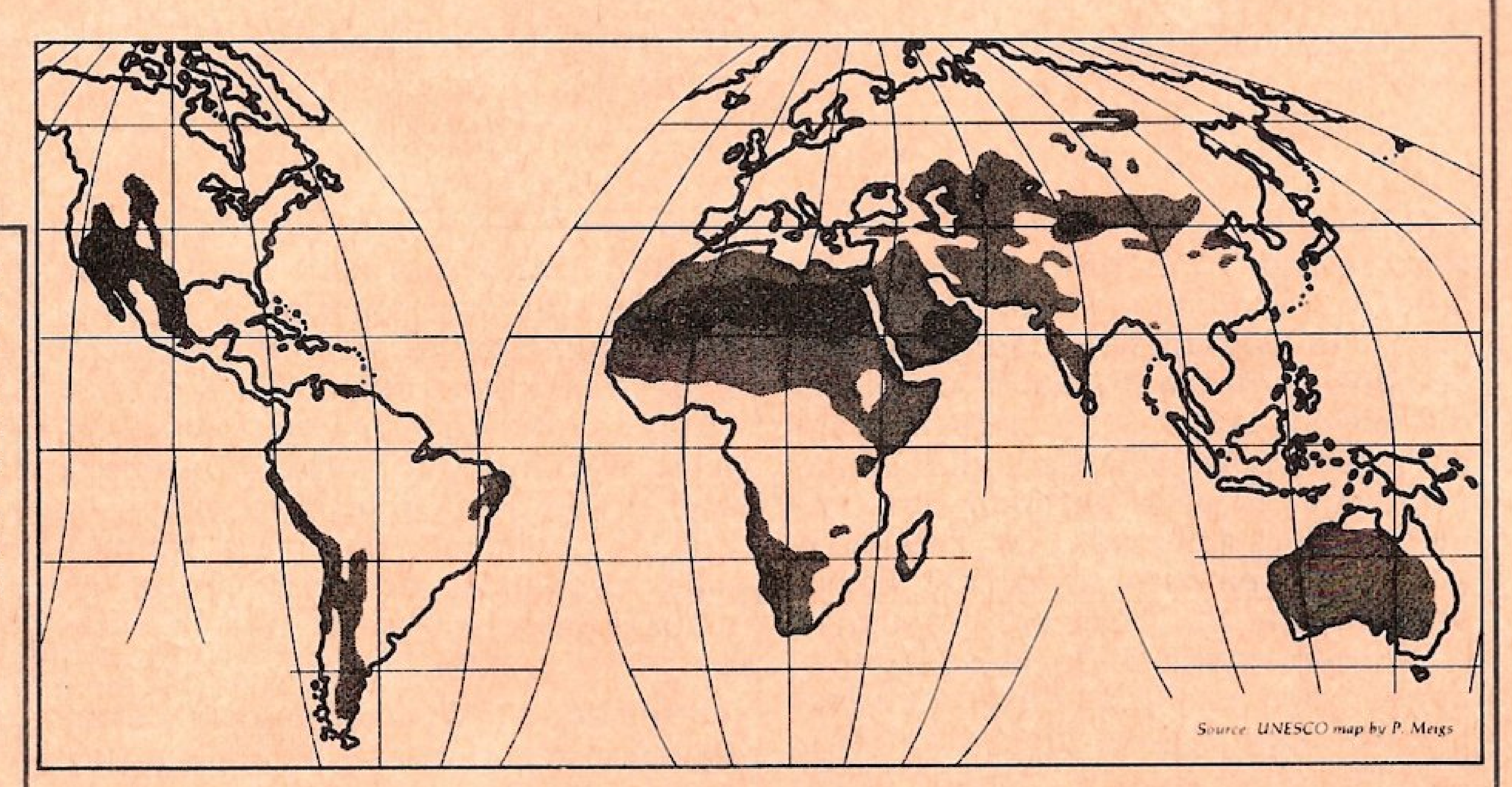
L'ancienne pratique de l'élevage nomade, dont les parcours laissaient à la végétation le temps de se reconstituer, devenait ainsi impossible. **Diminution des surfaces en herbe et augmentation du nombre des bêtes : un double phénomène qui conduit au surpâturage,** l'un des agents les plus efficaces de la dégradation de la flore et, par conséquent, de la désertification. Certes, en 1960, le Niger devenu indépendant essayait bien de réglementer l'accès aux puits après en avoir fait forer de nouveaux. Peine perdue. Comment faire respecter la réglementation ? « Autour de chaque point d'eau, les animaux étaient deux ou trois fois plus nombreux que ne le prévoyaient les textes ! La première sécheresse déclenche le drame. Piétinés, surpâturés, les alentours des puits deviennent des plaques désertiques. L'herbe, quand il en reste, est trop éloignée de l'eau pour que les animaux puissent accomplir le trajet.

C'est de faim, non de soif qu'ils commencent à périr. (5) »

On comprend dès lors que l'on ait pu dire : « Au Sahel, le désert progresse non pas vers le Sud, mais à partir du Sud... **Ce n'est pas le Sahara qui avance, c'est le Sahel qui se détruit.** »

(5) *Jacqueline Giraud, op. cit.*

alerte au désert



Dès lors se dessine un des axes de lutte contre la désertification : **c'est le Sahel** (et d'une manière plus générale toutes les régions du monde qui se trouvent dans son cas) **qu'il faut régénérer, en restaurant l'économie pastorale** par le contrôle du bétail et en veillant à l'équilibre entre ces deux activités complémentaires que sont culture et élevage.

Déboisement

Troisième front de lutte contre la désertification : celui du **déboisement**, devenu un véritable fléau.

A **l'extension irrationnelle des cultures** s'ajoute **l'exploitation intensive des forêts** (6) (« En l'espace de dix ans, a-t-on remarqué à Nairobi, la production de bois du Tiers monde a augmenté de 25 % pour répondre à la demande des pays industrialisés »), mais surtout **la consommation du bois** — ce « pétrole du pauvre » — **pour les besoins domestiques.**

Eh, oui ! fait remarquer Erik Eckholm — auteur de « La Terre sans arbres » (R. Fallont, 1977) et expert du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (P.N.U.E.) — « pour plus d'un tiers de la population mondiale, la vraie crise de l'énergie se traduit par une lutte quotidienne pour trouver le bois nécessaire à la cuisson d'un repas », et il ajoute : « La recherche du bois, autrefois simple corvée, mais devenue avec le recul des forêts le travail d'une journée entière dans certaines régions, est un problème curieusement négligé par les gouvernements, les économistes et les moyens d'information. »

Aujourd'hui le bois pour le chauffage et la cuisson des aliments, **le « bois de feu » coûte dans certaines régions plus cher que le pétrole.** « A Niamey, au Niger, écrit Eckholm, une famille moyenne de travailleurs manuels dépense près du quart de son revenu pour le bois de chauffage. A Ouagadougou, en Haute-Volta, ce chiffre varie entre vingt et trente pour cent (7).»

On mesure les conséquences de cette **« crise de l'énergie »** dont les Occidentaux ne soupçonnent même pas l'existence. Moins il y a d'arbres, plus on exploite ceux qui restent... jusqu'à disparition complète ; et l'on va alors de plus en plus loin chercher ce bois nécessaire pour satisfaire les besoins les plus élémentaires. Ainsi, dans les vallées de l'Himalaya, faut-il aujourd'hui marcher une journée entière pour trouver du bois... Il y a trente ans il suffisait d'une heure. Ainsi, à Ouagadougou, tous les arbres ont-ils été brûlés comme combustible dans un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres autour de la capitale voltaïque. Le sous-continent indien, l'Afrique autour du Sahara, la plus grande partie de la région andine sont les zones les plus touchées, mais aussi l'Ethiopie, une partie de l'Amérique centrale et des Caraïbes. Et le mal s'étend.

(6) *Au Nigeria où les forêts sont surexploitées depuis des dizaines d'années. Un expert, rapporte J. C. Pomonti dans « Le Monde » (31 août), s'est inquiété que le pays « fasse l'expérience d'un certain degré de famine de bois avant la fin de ce siècle ».*

(7) *Courrier de l'UNESCO, juillet 1977.*

les causes sont les mêmes partout

On demande aux terres qu'elles servent à l'élevage ou qu'elles soient mises en culture, de rendre plus qu'elles ne peuvent donner (1) : elles s'appauvrissent donc rapidement et se transforment irréversiblement en désert.

Quelques chiffres permettent de prendre conscience de la gravité de la situation. Particulièrement au Soudan où le phénomène a été assez précisément mesuré et qui fait figure de cas exemplaire. Une comparaison entre des photos aériennes prises en 1975 et des cartes établies en 1958 révèle une avancée du désert de 90 à 100 km dans le nord-ouest du pays. Constatation confirmée par l'étude de la végétation. En effet, dans les zones arides, il est très fréquent de trouver des acacias. Un arbre fort utile puisqu'il procure du bois pour le feu, du fourrage pour les bêtes et, pour certaines espèces seulement, de la gomme arabique. Jusqu'en 1955, les abords immédiats de la ville de Khartoum, la capitale, en étaient couverts. En 1972, les choses avaient changé, et il fallait faire 90 km dans le sud avant d'apercevoir les premiers acacias. La dynamique de cette transformation très inquiétante peut être expliquée en examinant ce qui s'est passé dans la province du Kordofan, dans la partie centrale du pays. Qu'observe-t-on ?

1. Depuis 1957, le nombre de têtes de bétail a été multiplié par six : ce qui a entraîné une surconsommation de végétaux et, par suite, une érosion accélérée des sols, la végétation n'étant plus là pour fixer les eaux de pluie.

2. Dans le même temps, la population s'est accrue sans qu'on ait modifié les méthodes de culture : ayant eu à produire pour plus de monde, le sol s'est appauvri. Un équilibre très ancien entre l'homme et son environnement a été rompu. Dans le passé, les zones vierges plantées d'acacais étaient brûlées puis ensemencées quatre à dix ans durant en millet, sorgho ou sésame. Elles étaient ensuite abandonnées et réoccupées par l'acacia. Au bout de quelques années, celui-ci produisait de la gomme, un peu plus tard du fourrage, enfin, devenu vieux et sur le point de mourir, du bois de chauffage qui était récupéré. Et le cycle recommençait.

Tout ceci a disparu. Qu'au Soudan la désertification se limite à l'heure actuelle aux terres pauvres n'est pas en soi un fait rassurant. Car dans l'avenir, il se pourrait que les zones riches de la vallée du Nil, sur lesquelles le Soudan fonde sa réputation de grenier à blé potentiel du monde arabe, soient elles-mêmes atteintes.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la situation est à peu près identique dans tous les pays d'Afrique du Nord où, d'après un expert, cent mille hectares de terres de pâture ou de culture sont « désertifiés » chaque année.

Erik Eckholm et Lester Brown
Worldwacht Institute
(texte paru dans Economica, sept. 77)

(1) Par la suite d'une utilisation abusive, les capacités naturelles de reproduction des sols et de la végétation diminuent chaque année et la terre finit par devenir stérile.

alerte au desert

Non seulement il rend encore plus dure la vie d'un milliard d'hommes, mais « **la dégradation constante des étendues boisées d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine**, provoquée en grande partie par le ramassage du bois de chauffage, **se situe au cœur des problèmes fondamentaux de l'équilibre écologique en cette fin du XXe siècle**, accélération de l'érosion, fréquence et gravité croissantes des inondations, progression des déserts et destruction de la fertilité des sols » (8).

La lutte contre la désertification passe donc par une **politique de reboisement** non seulement pour fixer les sols, retenir l'eau, mais aussi pour donner tout simplement au tiers de l'humanité de quoi cuire ses aliments, autrement dit pour qu'un milliard d'hommes puissent exercer l'un des droits humains les plus élémentaires : « le droit de manger ». C'est une politique qui demande rigueur, continuité et collaboration des masses paysannes.

Mais reboiser ni suffit pas, d'autant que la pression démographique accrue risque vite de rendre insuffisant l'effort accompli. **Le reboisement doit s'accompagner d'une mise à disposition d'un combustible permettant une réduction de l'emploi du bois** de chauffage. La hausse des prix du pétrole oblige à chercher ailleurs. D'où l'intérêt porté aux **énergies nouvelles** : énergie solaire, éoliennes, sans oublier cette invention des scientifiques indiens « qui ont inventé depuis longtemps une machine décomposant les engrais et autres déchets organiques en gaz méthane, ce qui permet à la fois la cuisson des aliments et la fertilisation de la terre par un riche compost (engrais constitué par des déchets organiques fermentés) ». Peut-être avec Erik Erckholm peut-on penser que ces appareils fonctionnant au « bio-gaz » — lorsque leur coût aura été réduit et leur fonctionnement simplifié — seront les « sources du combustible du futur dans les pays pauvres ».

associer les hommes

Une politique de l'eau, une politique du pâturage, une politique du bois, une politique de l'énergie, plus généralement **une politique de restauration des équilibres écologiques et humains,** tels sont les grands chapitres d'une politique générale de lutte contre la désertification telle qu'elle fut définie à Nairobi.

Mais la principale leçon des rapports qui furent présentés à la conférence, c'est qu'il ne faut pas attendre de miracles de la science et de la technique. Sans doute le progrès scientifique doit-il être mobilisé au service de cette lutte contre la désertification, mais la victoire ne pourra être obtenu que si l'on s'en prend à la racine du mal ou, comme il fut dit à Nairobi, « aux problèmes économiques et sociaux liés à la gestion des ressources ».

Autrement dit, la lutte contre la désertification n'est pas seulement un problème technique, c'est avant tout l'affaire des hommes, et l'on aurait parfois tendance à l'oublier, en s'imaginant qu'il suffit de faire confiance à l'expert ou au gouvernement. Or, beaucoup d'expériences malheureuses ont démontré le contraire et on en a pris conscience à Nairobi. C'est même l'une des idées-force de la conférence : **il faut associer l'homme au combat contre le désert**, et donc prendre le temps de sensibiliser, d'informer, de convaincre les populations concernées, pour qu'elles puissent prendre en mains elles-mêmes la lutte contre la désertification.

Il y a des victoires contre la désertification. En Israël, en Chine. Deux idéologies différentes, certes, mais deux pays où la population est consciente, participante, motivée, mobilisée. Deux pays également où les moyens nécessaires tant au niveau matériel qu'à celui de l'animation ont pu être mis en œuvre.

encore le Nord et le Sud

Car si la mobilisation des masses paysannes est nécessaire pour que la bataille contre la désertification puisse être livrée, encore faut-il dégager des moyens de lutte. Pour mener à bien la lutte à l'échelle mondiale, l'O.N.U. estime qu'il faudrait dépenser 400 millions de dollars par an. Ce n'est pas cher payé, d'autant plus qu'un tel investissement, selon les mêmes experts, entraînerait un gain de production de 900 millions de dollars. Mais c'est trop cher pour la plupart des pays concernés qui sont parmi les plus pauvres de la planète. Encore une fois le cercle vicieux du sous-développement : la désertification qui crée la misère est nourrie par la misère. Encore une fois la constatation classique : seuls les pays riches (anciens et nouveaux) peuvent financer la lutte. **Encore une fois, les éventuels donateurs** (qui auraient dû cependant comprendre qu'ils sont directement concernés par le maintien d'un équilibre naturel que menace de rompre le processus de désertification) **donnent de bonnes paroles, mais ne prennent pas d'engagement précis.**

De cette Conférence qui fut sérieusement préparée et dont les débats furent de haut niveau est sorti un plan d'action dont chacun s'accorde à reconnaître la qualité et qui a été adopté par consensus général. Les difficultés ont commencé lorsqu'il s'est agi de donner une suite pratique à la conférence et de dégager les moyens financiers nécessaires pour mettre le plan en application. La création d'un « compte spécial » ayant été approuvée, les pays occidentaux ont fait savoir qu'ils ne verseraient aucune contribution spéciale à l'O.N.U. pour alimenter ce compte, et les pays dits « socialistes », par la voix de la République démocratique allemande, se sont immédiatement alignés sur les positions des Occidentaux (l'Est et l'Ouest constituant ainsi un front commun : celui du Nord !).

compter sur ses propres forces

Devant cette attitude négative, Mostafa Tolba, directeur du Programme des Nations Unies pour l'Environnement et secrétaire général de la Conférence, a souligné que c'était d'abord de la « volonté nationale » et de « l'enthousiasme manifeste à son égard au niveau national » que dépend avant tout la mise en application du plan d'action. « L'aide viendra ensuite. »

« Les politiques nationales d'utilisation de la terre, a-t-il déclaré, doivent changer radicalement. Le combat contre la désertification doit figurer parmi les priorités des plans nationaux de développement. De nouvelles ressources doivent être dégagées pour lutter contre la désertification et regagner les terres perdues. » Et cette action nationale doit s'accompagner de programmes de coordinations régionales.

Autrement dit, face à la carence de ceux du Nord, qu'ils soient de l'Ouest ou de l'Est, ceux du Sud sont appelés à mettre en œuvre le vieux principe de Mao : « Compter sur ses propres forces, et travailler avec endurance. » Une fois encore, devant la dérobade des puissances industrielles, c'est à une stratégie d'autonomie collective que les pays du Tiers monde sont amenés à faire appel.

Philippe FARINE

(8) *Erckholm, op. cit.*

UNE ou CINQ semaines à Longirod

Cette session s'adresse aux candidats qui se préparent à travailler outre-mer; elle est aussi destinée à toute personne qui veut prendre le temps de faire le point sur son engagement dans le monde d'aujourd'hui.
Les participants aborderont plus en profondeur les questions concernant leurs relations avec les autres ici et outre-mer, la rencontre d'autres cultures, le message biblique, leur foi, le travail missionnaire, le développement en général et leur propre développement. Les éléments proposés ainsi que la vie de groupe doivent permettre une démarche personnelle.

> La première semaine sera consacrée à des questions économiques avec, notamment, le "JEU DE L'ILE" qui occupe les 3 premiers jours de la semaine. Il est POSSIBLE DE S'INSCRIRE POUR CETTE SEMAINE SEULEMENT.

Le contenu et le programme du reste de la session seront précisés avec les participants.

Dates : du 5 juin au 7 juillet I978 (les week-ends sont en principe libres)
Prix : célibataires : fr. 20.-- par jour; couples : fr. 30.-- par jour
Animation : Gilbert Zbären et Arthur Sauter, pasteur.

* *

3 fins de semaines *PARTIR,* *RESTER,* *A QUOI PRENDRE PART...?*

Un premier temps de partage destiné à ceux qui désirent s'interroger et avoir un temps de réflexion au sujet des questions qu'ils se posent concernant la mission, le développement en général, la possibilité d'un départ outre-mer ou un engagement en Suisse.

"Il ne faut plus partir !" - "Beaucoup de postes sont à repourvoir !"
"L'aide est piégée !" - "Ils ne peuvent pas s'en sortir seuls !"
"Où se situe la solidarité ?"

3 week-ends, du vendredi soir au samedi à I8 h.
les I4-I5 avril, 28-29 avril, I2-I3 mai I978
Lieu : Longirod (VD)
Ouvert à tous dès I8 ans. Participation aux 3 rencontres souhaitée.
Prix : fr. 60.-- pour les 3 week-ends.

* *

Formation à l'animation de groupes et à la conduite de réunions

Notre manière de conduire une réunion ou d'animer un groupe détermine la possibilité pour chacun des participants de s'exprimer et de prendre sa place.

Nous proposons un stage court avec des exercices d'animation permettant d'observer et d'expérimenter les mécanismes d'un groupe, les interactions animateurs-participants. Comment faciliter la participation et l'expression de chacun.

Dates : I0 et II avril I978

Lieu : Lausanne

Prix : A déterminer

Animation : Gilbert Zbären

Les I et 2 avril I978 Frères sans frontières lance en Suisse romande l'action

PAIN PARTAGE

Et ce n'est pas un poisson d'avril ! Durant le premier week-end d'avril, des pains seront mis en vente dans la plupart des localités ou paroisses de Suisse romande. Avec chaque pain sera proposé un "passeport sans frontières" présentant le mouvement et ses objectifs.

Pourquoi du pain ? Partager le pain, c'est partager ce qu'on a de meilleur et de plus vital. Aussi bien au sens alimentaire qu'au sens spirituel du terme. Partager le pain de l'amitié entre nous, ici en Suisse. Partager le pain de l'amitié avec les hommes sans voix des pays du tiers-monde. Partager le pain de Vie, c'est aller à la source, unique et semblable pour tous les hommes.

C'est pourquoi le pain offert, le pain partagé, a été choisi comme support de l'action lancée par Frères sans frontières.

Pourquoi l'action "Pain partagé" ? Essentiellement pour trois raisons :

a/ pour faire connaître le mouvement Frères sans frontières. En dehors du cercle des anciens volontaires FSF, en dehors des amis de la mission et des militants du développement, Frères sans frontières est moins connu qu'on ne le croit. Ne le confond-on pas souvent, par exemple, avec Frères de nos Frères ? Nous voulons nous présenter dans la clarté.

b/ pour toucher des chrétiens intéressés par un développement solidaire, pour leur permettre de s'engager dans un projet de développement outre-mer s'ils en ont les aptitudes; pour les aider en Suisse à promouvoir des relations différentes, un style de vie neuf. Nous sommes convaincus que de nombreux jeunes (foyers ou célibataires) voudraient partager la montée des populations des pays soi-disant sous-développés, pour leur permettre de prendre en mains leur propre développement. Sans grandes théories, sans parachuter un modèle Guillaume Tell, sans dicter des solutions. Mais pour permettre aux défavorisés de changer eux-mêmes leurs conditions de vie, selon leurs idées, leurs méthodes, leurs moyens... et à leur rythme. Et chez nous, n'y a-t-il pas à sortir du cercle infernal du maldéveloppement pour retrouver une vie de qualité et un partage équitable des biens et des chances avec les plus pauvres du monde ?

c/ pour soutenir la préparation et le départ des volontaires FSF et, d'une manière générale, pour permettre au mouvement de faire face à ses obligations.

Qui mènera l'action "Pain partagé" ? L'idée est partie au début de l'automne I977. Les anciens volontaires FSF, à partir d'un noyau initial dans chaque canton, ont peu à peu précisé les modalités de l'action en participant progressivement à sa mise au point. Les anciens constituent le support essentiel. Chaque canton a été quadrillé, des responsables de secteurs, de villes ou villages ont été désignés. Combien d'anciens ont avoué : "Nous avions besoin d'une mobilisation de ce genre pour nous retrouver !" Et ils se sont mis au travail avec un entrain inattendu. Ils n'oeuvrent pas en vase clos, au contraire.

Les anciens ont fait appel à de nombreuses bonnes volontés : un groupe de 20 jeunes d'un village assurera une vente permanente à la sortie d'un magasin grande surface; un ancien a imprimé des sets de table pour les soupes de Carême pour annoncer l'action; un autre a mobilisé le choeur-mixte de son village; les Valaisans ont mis les centres missionnaires avec enthousiasme dans le coup, les Jurassiens les groupes Fraternité-Tiers-Monde; les Genevois vendront du pain mais encore mettent en place une action simultanée de cirage des chaussures; des journées spéciales d'information sont organisées, des homélies sont demandées à des anciens. Bref, ça bouge !

Avec quoi ? Avec des pains, évidemment ! Les anciens ont passé commande auprès des boulangers de leur région. Du matériel de propagande a été préparé : une affiche, des autocollants, un dépliant illustré, des dossiers de presse, sans oublier le "passeport sans frontières".

Quand ? Cette date des I et 2 avril I978 n'a pas été obtenue aisément. Diable, quand il faut trouver un week-end commun aux six cantons romands,durant lequel n'a lieu aucune autre vente ou action, ce n'est pas une mince affaire ! Mais c'est fait. Grâce à ce week-end commun, il sera possible de mener une information par les journaux romands, la radio, la TV, etc.

Si vous souhaitez encore vous joindre à l'action, adressez-vous au secrétariat de Frères sans frontières, 34, Grand rue, I700 Fribourg.

Quoi qu'il en soit, avant même que l'action n'ait effectivement démarré, les anciens FSF et leurs amis engagés à les soutenir, ont déjà éprouvé que le pain des pauvres a saveur humaine quand c'est un pain partagé.

Paul Jubin

Il a terminé son contrat

- Patrick Vichery, après avoir rétabli la situation financière de la coopérative, formé des cadres ruraux et un homologue, travaillé au centre de formation rurale à Cibitoke, au Burundi, depuis 1975. Adresse actuelle : M. et Mme Patrick Vichery, 56, Brülberg, 8400 Winterthur.

Naissances

- Marie, au foyer Cabat-Meier, Maison forestière, F-25390 Suans/Orchants-Vennes (France), le 17 mars 1976; et Pierre le 13 décembre 1977.
- Yvan, au foyer Georges et Marianne Jaccard, B.P. 149, Bobo-Dioulasso, Haute-Volta, le 20 décembre 1977
- Sarah, au foyer Georges Courtin-Martinelli, 10 Via Stiatice, I-40016 San Giorgio du Piano, Italie, le 29 décembre 1977
- Valérie, au foyer de Michel Borloz-Guilla, Coteaux Riviera B, 1822 Chernex, le 9 janvier 1978
- Gilles, au foyer de Gabriel Vuignier, 1961 Grimisuat, le 19 janvier 1978.

Des élèves écrivent à leur maîtresse qui va partir en Equateur :
Chère Mme Bongard, (...) Vous avez réalisé en famille et dans votre jeune communauté ces paradoxes que nous vivons : des pays croulent sous le poids de l'abondance alors que d'autres regorgent d'affamés. On ne parle que de paix alors que se multiplient et s'intensifient les conflits violents et meurtriers. Les moyens de communication se perfectionnent et raccourcissent les distances alors que des familles et des classes sociales élèvent entre elles des barrières infranchissables. Oui, cette réflexion que vous avez su faire en famille, en communauté, décidant ensemble, dans un élan de générosité de vos coeurs, d'offrir à ces frères lointains vos forces, votre savoir et surtout votre amour. Merci, chère Madame Bongard, pour ce magnifique témoignage qui doit rester pour nous un sujet de profonde réflexion.

Avant son départ pour Haïti, Marie-Antoinette disait : "Ce départ, je l'envisage dans un esprit de partage. Ils ont besoin de nous. Mais nous avons aussi besoin d'eux. Ils ont des valeurs à nous révéler, des richesses à nous transmettre. Les uns et les autres devons devenir plus solidaires, pour construire un monde plus juste et plus fraternel. Et chacun, d'une manière ou d'une autre, doit participer à cette lutte contre le mal-développement et ses causes. En devenant plus simples, en renonçant au superflu, en sachant trouver l'essentiel pour bâtir un monde où chaque homme ait enfin le droit de vivre pleinement. Comme disait Raoul Follereau : "Aimer, ce n'est pas donner, c'est partager".



EIRENE Comité suisse est la branche helvétique du mouvement international EIRENE Service Chrétien International pour la Paix. A partir d'une réflexion sur la non-violence faite par les Eglises américaines ainsi que par le Mouvement International de la réconciliation est apparue la nécessité d'un service de développement offert à des volontaires désirant accomplir un service alternatif. De nombreux projets, menés en commun par EIRENE et un partenaire local en sont le résultat :

- Maroc : participation à plusieurs programmes de formation professionnelle auprès de jeunes déshérités ou de lépreux blanchis.
- Cameroun : collaboration à un projet de réintégration rurale de la population d'un bidonville de Douala.
- Niger : travail auprès des Touaregs par l'application de très anciennes méthodes de conservation de l'eau, accompagné d'une aide au développement agricole.
- Tchad : début d'un projet de coopérative de travail du coton.

En poursuivant la réflexion plus haut, nous nous sommes rendu compte que l'essentiel des problèmes de la violence et du sous-développement a sa source en particulier en Europe. C'est pourquoi nous venons d'entreprendre une série de projets en Espagne, Irlande, France, Allemagne et ... Suisse.

ASSEMBLEE GENERALE

Elle aura lieu le samedi 29 avril 1978 à Colombier/NE, salle de paroisse à 14 h. A l'ordre du jour, deux parties :

- Informarion (avec les rapports du comité, des représentants à l'assemblée générale internationale et la présentation des comptes)
- Discussion (sur la composition du comité, sur l'avenir de notre travail dans le Tiers-monde, en Europe et en Suisse, sur nos options politiques notamment)

Cette assemblée est ouverte à chacun, mais en particulier aux membres d'EIRENE. Pour devenir membre, nous vous rappelons qu'il suffit de verser une cotisation annuelle de 50 Fr à notre ccp 23-5046... merci d'avance !

NOUVELLES DU MAROC

Du 17 au 24 décembre 1977, une délégation de l'assemblée générale internationale composée de Francis Fornerod et Paul Gentner a visité les projets d'EIRENE en processus actif de marocanisation et a négocié avec le gouvernement l'accord de collaboration qui prend fin cette année 1978. Nous donnons à cette occasion une appréciation de la situation générale au Maroc telle que l'ont décrite nos deux délégués.

La situation générale semble beaucoup plus détendue qu'il y a quelques années, par exemple il n'y a plus de barrages de police sur les routes (valable pour la route entre Casa et Tétouan), la présence de l'armée et de la police est extrêmement discrète.

A première vue le pays ne semble pas du tout en guerre, celle-ci ne se remarquant que par des communiqués dans les journaux ou les discours des hommes politiques, ceci sans tenir compte de l'influence de cette guerre sur les prix des denrées et sur la situation économique en général.

De la guerre on en parle soit sous le terme "d'évènements" ou alors de guerre contre l'Algérie. Il semble qu'actuellement plus de 1/3 du budget de l'Etat y soit consacré d'une manière ou de l'autre (budget défense 3,4 milliards DH pour 1978, budget Affaires Sociales 0,036 milliards).

Le parlement fonctionne, durant notre séjour une session avait lieu, consacrée à l'examen du budget 78.

Une importante augmentation des droits de douane à l'importation a été décidée pour 78; une augmentation moyenne de 45 % avec pour certains produits de luxe des augmentations de 200 %.

Selon certaines sources, il semble que le Maroc soit au début de sa période de récession, bien que le bâtiment aille à grande allure; plusieurs causes à ceci : - le contre coup de la crise européenne, - le poids financier de la guerre, - la mévente des phosphates... Concernant les prisonniers politiques, un certain nombre d'entre eux ont bénéficié d'une amnistie lors des dernières fêtes, alors que d'autres ont entamé une grève de la faim afin de protester contre les conditions d'isolement de certains prisonniers. Alors que nous étions sur place, nous avons appris la mort d'une femme à la prison de Casablanca et d'un jeune homme à celle de Kénitra suite à cette grève. Les familles des détenus politiques ont occupé la Mosquée Aiouna à Rabat pour attirer l'attention des responsables sur la grève de la faim et sur les conditions de détention.

Petit-à-petit, par notre travail avec les paysans, par nos mains que nous n'avons pas peur de salir, par notre manque de connaissances techniques sur certaines cultures (nous sommes aussi élèves), par notre méconnaissance des coutumes, nous arrivons, nous arriverons certainement à créer des relations plus justes. Nous formons déjà une bonne équipe avec les animateurs rwandais et nous pouvons encore l'améliorer en consacrant plus de temps pour aller vers eux. Je crois que nous savons bien les accueillir chez nous, mais nous ne leur laissons pas assez le plaisir de nous recevoir chez eux. Pourtant ils aiment bien quand ça circule d'une maison à l'autre. Le milieu réel ? Je ne suis pas prêt de le connaître réellement... Je doute que cela soit possible. Mais j'ai l'impression de redécouvrir le vrai. Surtout, quand je suis en contact et tout-à-fait à l'aise avec les gens. On sent la franchise et la confiance mutuelles.

Nous avons en Alexis (Rwandais) un co-responsable du projet assez extraordinaire. Il a une force de mobilisation des paysans qui nous fait envie. Dans les réunions de population, on sent vraiment une communication entre lui et le peuple. C'est d'ailleurs un des rares "évolués" qui soit fier d'être rwandais, fier de sa culture. Un authentique qui tire de ses racines la force de travailler à la base, avec les paysans. Du point de vue travail, la lutte pour une semaine de 40 heures fait partie de la préhistoire rwandaise. Au début, on se disait même que comme le but final du volontaire est de se rendre inutile, on n'aurait pas trop de peine à l'atteindre tellement on l'était déjà. Petit-à-petit, nous nous éloignons de notre vision toute européenne de rentabilité du travail pour découvrir d'autres valeurs dans le temps consacré aux relations avec les autres. Le travail de conscientisation, d'animation ne se mesure pas en nombre de calories dépensées. Alexis retournera dans sa commune. Il peut y retrouver sa place d'instituteur qu'il avait quittée en I969 pour être d'abord animateur permanent à la JAC (jeunesse agricole catholique) jusqu'en I973, puis animateur à Mwesi. Mais son idéal serait de commencer un projet de notre genre dans sa commune, car elle est encore moins développée que Mwesi. Ses autorités et sa population paraissent bien disposées à faire démarrer l'animation. La faim se faisant déjà sentir et la pauvreté étant généralisée, les habitants cherchent à s'en sortir et attendent d'en avoir les moyens. Certains émigrent vers le centre et l'est du pays dans l'espoir de trouver quelques terres disponibles. Les autorités communales semblent intéressées à une animation et ses agents de développement pourraient très bien l'être aussi dans le projet, ce qui n'est absolument pas le cas pour Mwesi, pour le moment.

Professionnellement, je redécouvre aussi les valeurs de mon métier de paysan; l'inspiration devant une table de jardin, une communication avec la terre. Je sens un plaisir physique à semer des légumes, à les voir pousser, à les récolter, à les manger. En Suisse, j'avais presque oublié ce bonheur du paysan tellement il était voilé par l'industrialisation de l'agriculture avec ses notions de rationalisation, rentabilité...

Je voudrais vous dire encore tout le plaisir que j'ai de vivre au Rwanda parmi des gens qui nous poussent en avant et d'autres que nous essayons d'entraîner. Dieu a laissé à l'homme sa création pour qu'il participe à son oeuvre créatrice. Ici plus encore qu'en Europe, j'ai l'impression d'être un acteur de la vie, de ma vie et non pas un vivant par procuration.

Camille CARRON - Alain MONNAY

nos lecteurs réagissent

Monsieur,

Dans le journal "Interrogation" d'octobre 1977, No 6, vous écrivez en page 5 que le nombre des objecteurs de conscience augmente...

Afin de vous éviter d'écrire des erreurs, je vous communique la statistique ci-jointe, que vous confirmera certainement le département militaire à Berne. On peut même lire dans la revue militaire suisse que le nombre des réfractaires est cette année 1977 en diminution sur 1976.

Etant de la génération au-dessus de vous, 63 ans, je puis encore vous dire que dans la guerre 1939-45, le nombre des réfractaires a passé pour les deux dernières années, du reste progressivement, à 3 ou 4 par an. C'est dire que sous la menace étrangère, le peuple suisse et aussi les jeunes, savent reconnaître où est leur devoir.

Je pense que les circonstances internationales d'aujourd'hui ne sont pas si rassurantes, et que l'armée suisse a gardé toutes les raisons pour être forte et crédible.

Avec mes meilleures salutations.

N.d.l.r. En ce qui concerne la statistique sur le nombre des objecteurs de conscience en Suisse, que vous me communiquez, j'en avais connaissance et ne la conteste pas du tout. Même si le nombre des objecteurs baisse durant ces dernières années pour des raisons compréhensives de marché du travail surtout, il n'empêche que le problème général des objecteurs de conscience est un phénomène qui a pris et qui garde une importance certaine dans l'éventail des préoccupations suisses. C'est ce que je voulais dire, et montrer par les quelques chiffres publiés... incomplètement, il est vrai, merci de l'avoir souligné.

* * * * * * * * *

Salut !

Je lis dans Interrogation d'octobre 77 ton "cri" en première page sur le problème politique posé aux mouvements FSF, EIRENE et GVOM. De plus en plus, en Afrique où j'ai passé 10 ans comme missionnaire, j'ai senti que nous n'étions pas assez nets dans nos positions politiques. En fait il n'y a qu'une politique pour nous, c'est celle d'être avec l'opprimé, l'exploité. Où qu'on le rencontre et il est partout, dans sa lutte pour se libérer et s'organiser. Bien sûr, alors, nous sommes traités de tous les noms d'oiseaux, mais qu'importe ! D'autres l'ont été avant nous qui ont laissé de vraies traces dans l'histoire.

J'attends donc des échos de ton appel au sein des trois organisations et te serre la main en attendant.

P.S. J'aime ce passage..."nous débouchons sur une utopie formulée en termes théologiques ou philosophiques." Qui ne dérange personne ! Je vois ce que tu veux dire : seule l'action aménage un monde nouveau et c'est cela qui bouscule les vieux meubles. Le vin nouveau fait sauter les vieilles carafes.

Tananarive, le 3 janvier 1978

A l'équipe de rédaction de la revue "INTERROGATION"

Il y a trois ans que je reçois la revue "Interrogation", les articles sont très intéressants, mais ce que j'admire surtout, c'est qu'à chaque courrier il y a toujours des départs vers le Tiers-Monde. Cela me touche car je fais partie du Tiers-Monde. Je n'ai jamais été en Europe; à vrai dire, je n'ai jamais quitté mon pays. Par contre, j'ai eu l'occasion de connaître des volontaires suisses qui y ont travaillé et dont j'ai gardé un bon souvenir. Quelques-unes même sont restées des amies fidèles avec qui je corresponds régulièrement.

J'ai admiré leur dévouement, leur volonté de vivre une vie chrétienne avec les autochtones et vivre la réalité. Tout cela mérite des éloges qu'ils n'attendent sûrement pas.

De même, les associations et les mouvements qui ont financé leur voyage, leur séjour ont du mérite. Mais il y a une autre réalité : ces volontaires partent après un plus ou moins long séjour, laissant un vide, difficile à combler, cela est indiscutable : un vide dans les dispensaires, un vide dans les écoles, un vide dans les ateliers, un vide dans les coeurs des gens simples qui ont commencé à les aimer.

Cela est une réalité et je parle en connaissance de cause. C'est pourquoi j'estime qu'il serait profitable de former des jeunes du Tiers-Monde en Suisse, ne serait-ce qu'un ou deux par an, pour être des infirmiers, des médecins, des ingénieurs, des éducateurs, et qui peu à peu prendraient la relève des volontaires qui partent. Car quoi qu'on dise, une formation en Europe est toujours supérieure à une formation locale. De plus, un séjour, un contact avec des chrétiens engagés, une vie de dévouement, un accueil dans une famille chrétienne, ne pourront qu'être salutaires à ces jeunes qui, une fois revenus dans leur pays d'origine, seront des vrais apôtres, capables de remplacer efficacement ces volontaires, et eux resteront pour leur pays.

Ce ne serait nullement une perte pour ces associations ou ces mouvements de financer l'étude de ces jeunes, mais au contraire, plus profitable, et ils feront quelque chose de tangible pour les pays du Tiers-Monde.

Voilà mon point de vue. Non point que je n'apprécie pas l'aide des volontaires, bien au contraire, mais il est grand temps de donner des élites au Tiers-Monde pour qu'ils puissent peu à peu se suffire à eux-mêmes et avoir un personnel efficace et dévoué.

Je profite de l'occasion pour souhaiter à toute l'équipe une bonne et heureuse année 1978.

Madame R., Tananarive

La paix du coeur

Rien en moi n'aura l'aspect de la souffrance,
Rien en moi ne sera appelé peine,
Rien en moi ne se nommera calvaire,
Tristesse, chagrin, peine, souffrance.
Et tout ce qui s'appelle malheur
Pour moi sera joie ou bonheur.
Le secret je l'ai connu dans un livre
Un livre et une grande bibliothèque.
"Bible" tel est le nom du livre;
Christ l'assurance et la joie de mon coeur.
Ma vie avec Lui est sans problèmes,
Mon être par son sang est transformé,
Et la paix habite en moi.
Car je l'ai reçu comme mon Sauveur;
C'est pourquoi, tout malheur en moi
S'appelle joie, bonheur sans pareil.
La paix du coeur, c'est la grande
Assurance qu'il donne à un coeur
Brisé par la convoîtise du monde.
Sur le sentier qu'il montre aux hommes
Je voudrais être et marcher
Car mon coeur n'habite plus
Au royaume du désespoir.
Le ciel, la patrie des hommes purs,
Je le désire, c'est mon objectif.

Nanga Siwabaka
République du Zaïre

J.A. 1000 LAUSANNE 9

INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Centre Offset SA, Lausanne